

Renseignements

RESPONSABLE :

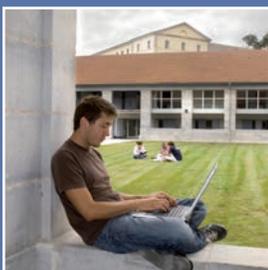
M. le professeur Henri LABAYLE
henri.labayle@univ-pau.fr

SCOLARITÉ :

Yasmina PERIN
05 59 57 41 03
yasmina.perin@univ-pau.fr

SUIVI PÉDAGOGIQUE :

Maïtena POELEMANS
05 59 57 41 06
maitena.poelemans@univ-pau.fr



Demande de dossier

Les candidatures se font via la plateforme Apoflux.
Les dossiers de candidatures peuvent également être obtenus par téléchargement sur le site du master :
<https://formation.univ-pau.fr/m-europe-juriste>
et doivent être renvoyés par courrier avant la fin juin, à l'adresse suivante :

MASTER 2 AEI « JURISTE EUROPÉEN »

Collège 2EI
8, allée des platanes
64115 BAYONNE Cedex

Entre mer et montagne, sur la frontière franco-espagnole, l'UFR pluridisciplinaire de Bayonne-Anglet-Biarritz bénéficie de surcroît d'un emplacement de choix, au sein de locaux complètement rénovés, au cœur du centre historique de la ville.

Nos atouts

- Des équipements modernes et adaptés aux besoins des étudiants :
 - salles multimédia et laboratoire de langues
 - centre de documentation européenne
 - accès internet par réseau wifi
- Un accueil et un suivi des étudiants par l'équipe pédagogique
- Une équipe d'enseignants-chercheurs reconnus sur le plan scientifique
- La participation de nombreux professionnels experts des thématiques traitées
- Une approche pratique au travers de séminaires et études de cas
- Une pratique active des langues vivantes en groupe de niveaux

Conception : Direction de la Communication - Impression : Centre de reprographie - UPPA - Septembre 2018

MASTER - 2^{ème} année (M2) ÉTUDES EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES

Juriste européen



<https://formation.univ-pau.fr/m-europe-juriste>
<http://cdre.eu>

Conditions d'admission

FORMATION INITIALE

- Étudiants titulaires d'un M1 en droit, sciences économiques, gestion, AES, sciences politiques, LEA,
- Diplômés des écoles supérieures de commerce, des instituts d'études politiques ou des écoles d'ingénieurs,
- Étudiants titulaires d'un diplôme étranger équivalent.

FORMATION CONTINUE

- Candidats des secteurs public et privé justifiant d'une expérience professionnelle de six mois minimum dans les domaines concernés et d'un niveau de langue suffisant, ou à tout autre candidat ayant interrompu ses études pendant trois ans ou encore âgé de plus de 28 ans.

La spécialité professionnelle « Juriste européen » intégrée au sein du master Etudes européennes et internationales vise à développer des compétences scientifiques et opérationnelles accompagnant « l'europeanisation » des politiques publiques et l'achèvement du marché intérieur. Elle a vocation à rendre les étudiants mobiles par l'acquisition d'une connaissance approfondie de l'Union européenne, la maîtrise des projets et programmes de développement européens, ainsi que de la stratégie européenne des entreprises et l'apprentissage des langues de travail de l'Union européenne.

Une équipe pédagogique internationale

La formation pluridisciplinaire est assurée par une équipe pédagogique composée de spécialistes en droit, sciences économiques, sciences politiques et de professionnels experts en gestion locale et européenne ou issus des institutions européennes. Plus d'un tiers de cette équipe est formée d'intervenants extérieurs

Le CDRE

La formation est adossée au Centre de Documentation et de Recherches (CDRE), qui a le statut de Centre de Documentation Européenne « complet » (CDE) délivré par la Commission des Communautés européennes ce qui lui permet d'offrir l'ensemble des sources de documentation émises par les institutions et organismes de l'Union européenne, y compris les bases de données publiques de la Commission européenne.

Témoignage

« Une équipe pédagogique impliquée, des intervenants extérieurs de renommée, un environnement de travail unique, des séminaires, visites d'études et projets de groupe stimulants, un grand oral... un excellent souvenir du master Juriste européen. »

Julie Schwab - Chargée de projet à l'Agence Erasmus+ France - Education et Formation. (M2 JE 2013-2014)

« Ouverture d'esprit, curiosité et technicité juridique, telles sont les compétences professionnelles que m'a apporté le master « Juriste européen ». Je les utilise au quotidien dans mes fonctions de rapporteur à la Cour nationale du droit d'asile. »

Sébastien BRISARD – Rapporteur à la Cour nationale du droit d'asile. (M2 JE 2004-2005)

« Le Master « Juriste européen » est reconnu pour la qualité de ses enseignements, en particulier grâce aux nombreuses interventions de professionnels spécialisés dans les questions européennes, le tout dans un environnement à taille humaine. »

Raphaël COESME - Agent du gouvernement français devant la CJUE - Consultant juridique au Ministère des Affaires étrangères. (M2 JE 2010-2011)

Programme de la formation

LANGUES

- Anglais ou espagnol ou français langue étrangère

TECHNIQUES D'EXPRESSION ET DE COMMUNICATION

- Notes de dossier
- Notes de synthèse
- Techniques d'information et de communication

ENVIRONNEMENT POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE EUROPÉEN

- Problématiques de la construction européenne
- Environnement économique européen
- Droits fondamentaux
- Intégration juridique européenne
 - Approche nationale
 - Approche comparée

LE MARCHÉ UNIQUE

- Droit de la concurrence
- Droit de la régulation
- Droit fiscal européen

LA COOPÉRATION TERRITORIALE EN EUROPE

- Les collectivités territoriales et l'Europe
- Droit et politique de la coopération transfrontalière
- Droit communautaire de la coopération transfrontalière
- L'Espagne et la coopération transfrontalière
- La politique régionale européenne

L'ESPACE DE LIBERTÉ, SÉCURITÉ ET JUSTICE

- Politique européenne de l'immigration
- L'Europe de la sécurité intérieure
- Problèmes constitutionnels de la gestion des frontières extérieures

SÉMINAIRES, ÉTUDES DE CAS

- Les communautés autonomes et l'Europe
- Le Parlement et l'intégration communautaire
- La politique européenne de l'environnement
- Droit privé européen
- Le processus décisionnel européen
- La question préjudicielle
- Le travailleur détaché

STAGE

d'une durée de trois mois minimum

EXEMPLES DE LIEUX DE STAGE

Ministères (Affaires étrangères, Equipement, Justice, SGCI...), Structures européennes (DG Fiscalité de la Commission, européenne, Office européen des Brevets, Direction générale des études du Parlement européen, Cour de justice de l'UE..) et locales (Conseil régional Poitou-Charentes, Conseil général de la Vienne, Conseil général de la Gironde...), entreprises (Oxbow, Quiksilver, Ibéria, SNCF, Carrefour...), cabinets d'avocats (Bredin-Prats-Saint Esteben, Fidal, Bufete Dexeus...)